

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 144 (1999)
Heft: 10

Artikel: L'armée suisse et la mobilité
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348744>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'armée suisse et la mobilité

La restructuration de notre armée pose de nouvelles exigences en matière de mobilité. Une adaptation de la conduite du combat est nécessaire pour tenir compte à la fois des besoins de la défense du territoire et de la coopération avec les armées étrangères. Les troupes mécanisées suisses sont relativement récentes. Mais leur courte histoire est riche d'enseignements : elle démontre en effet que mécanisation et mobilité ne vont pas nécessairement de pair.

■ Lt Alexandre Vautravers

Traditionnellement composée avant tout de fantassins et influencée à tous les échelons par les caractéristiques propres à l'infanterie, notre armée ne dispose pas de grandes unités mobiles avant 1937. Jusqu'en 1925, deux régiments de cavalerie servent à la reconnaissance, comme écran de couverture ou pour protéger les flancs du dispositif de l'infanterie.

Les étapes de la mécanisation

Tâtonnements : 1922-1936

Durant l'entre-deux guerres, alors qu'à travers l'Europe sont formées les premières unités interarmes et mécanisées, notre armée témoigne peu d'intérêt pour les véhicules blindés. L'achat de quelques chars légers sert avant tout, lors des démonstrations, à montrer leur manque de fiabilité et de mobilité dans notre terrain accidenté. Les pacifistes et la gauche ne manquent pas de rappeler que le char est un engin offensif – donc incompatible avec notre politique de neutralité. Ces quelques engins auront tout de même le mérite d'en-

traîner les canonnières anti-chars...

Dès 1935, le réarmement et l'augmentation des crédits militaires permettent de passer commande de chars *LTL-H* en Tchécoslovaquie. Mais sur les 300 prévus, seuls 24 arrivent en Suisse avant l'invasion allemande de 1938 – sans moteur et sans armes de bord ; 12 sont encore en pièces détachées.

Les troupes légères : 1937-1961

Les trois brigades légères créées en 1937 sont partiellement motorisées, mais les moyens restent disparates : un régiment de dragons motorisés, un régiment de cyclistes, un bataillon motorisé et quelques formations supplémentaires, dont une compagnie de canons d'infanterie et une compagnie de 8 *Chars 39 Praga*. Dès 1941, ces brigades sont destinées à mener un combat retardateur sur le Plateau. Elles permettraient ainsi au gros de l'armée de mobiliser et de s'installer dans le Réduit national.

Le 15 janvier 1943, le *Motorisierte Heerespolizeibataillon* est constitué sur ordre du général Guisan. Cette unité interarmes est entièrement motorisée et fait figure de précurseur

de nos formations mécanisées. Elle doit servir à protéger le QG d'Armée, mais peut également recevoir des missions « spéciales » : service d'ordre ou riposte contre des troupes parachutées.

Au cours de l'immédiat après-guerre, la « querelle des statiques et des mobiles » voit le triomphe des seconds, qui lancent de vastes programmes d'équipement : sept nouveaux bataillons sont engagés par les corps d'armée.

Il faut s'accommoder de nombreux compromis, et les performances tactiques et techniques sont limitées : jusqu'au milieu des années 1950, il n'existe pas d'infanterie d'accompagnement pour protéger les chars ou défendre le terrain conquis. Les différents types d'engins comptent chacun de sérieuses lacunes : le *G-13* ne peut combattre qu'à l'arrêt, l'*AMX-13* est rapide mais vulnérable ; enfin les lourds *Centurion* sont bien protégés mais atteignent péniblement les 30 km/h, pour une consommation en carburant exorbitante.

Les compagnies mixtes – 3 sections de chars et 2 de grenadiers – posent des problèmes d'instruction et d'engagement.



La mécanisation des formations de combat...

Jugée peu satisfaisante, cette organisation est rationalisée: désormais les compagnies seront engagées «en bloc» (*Artrein*).

Les grandes unités mécanisées: 1962-1994

Les rangs s'étoffent pour atteindre les 1000 blindés, et trois grandes unités mécanisées sont créées avec la réforme Armée 61. Mais compte tenu des limites de la logistique, des appuis et de la couverture aérienne, les unités de chars ne disposent que d'une autonomie de vingt kilomètres à partir de leur base de départ. Un combat mobile exigerait un matériel plus performant et onéreux, mais aussi un degré d'instruction plus élevé des équipages comme des cadres. Malgré la mise en service de 150 *Chars 61*, guère plus performants que les *Centurion*, il faut attendre le *Char 68* et la mise au point de simulateurs destinés aux équipages et aux états-majors pour

que la situation s'améliore sensiblement.

Au cours des années 1970, renforcement des divisions par des formations d'infanterie, de cyclistes ou encore de canons lourds s'accompagne malheureusement d'une diminution de la mobilité. En outre, la menace nucléaire exige une dispersion maximale des moyens de riposte. Ainsi, même si les formations de chars sont en principe mobiles, nos divisions mécanisées restent essentiellement statiques.

L'arrivée du *Char 87 Leopard* marque indéniablement une rupture en termes de possibilités d'engagement: une vitesse et une autonomie doublées, une puissance de feu et un degré de protection considérablement augmentés. Ces performances techniques et tactiques se traduisent à l'échelon opératif par la réforme 1995 et la création de 5 brigades blindées.

Mécanisation partielle ou totale?

Aujourd'hui, nos moyens mécanisés pourraient être appelés à exécuter rapidement de grands mouvements, sans toujours pouvoir compter sur une aide extérieure. La collaboration avec les autres troupes (infanterie des divisions de campagne ou troupes de forteresse) est malaisée, et nos brigades seraient engagées en principe dans des «secteurs libres de troupes.»

Nos brigades ne sont toujours, ni totalement blindées, ni totalement mobiles. Les arrières sont incontestablement leur point faible. Mal protégés et peu mobiles sous le feu, ils doivent se contenter de rester à distance et ne peuvent que partiellement remplir leurs tâches de conduite, d'organisation, de reconnaissance ou de protection. Les engins de dépannage et de franchissement actuels ont été conçus pour le *Char 68* (40 t). Ils atteignent leurs limites avec le *Leopard* (56 t).

Seuls les moyens de combat sont blindés. Les postes de commandement, l'infrastructure logistique et la DCA sont partiellement motorisés, mais insuffisamment protégés. Ces moyens sont inutilisables pendant un changement de position et doivent, pour être opérationnels, s'arrêter et s'organiser. En outre leur vulnérabilité est d'autant plus grande lors du mouvement que cela ne les incite guère à se déplacer, une fois installés dans une cave ou un abri. Et en cas d'engagement, serait-il possible de

compter sur les réseaux électriques ou téléphoniques pour faire fonctionner ces PC ?

Au cours des vingt dernières années, de gros efforts ont été entrepris à l'étranger pour combler ces lacunes. Les postes de commandement de tous les échelons disposent de véhicules blindés permettant à un état-major réduit de suivre l'évolution de la situation et de travailler sans devoir installer un PC débarqué. Il en va de même pour les véhicules de ravitaillement (citernes), les cuisines roulantes, les organes de transmissions ou de guerre électronique, les détecteurs AC. Ainsi certains systèmes de DCA sont montés sur des véhicules blindés, ce qui leur permet de suivre les unités mécanisées au plus près et leur confèrent une meilleure protection, un temps de mise en batterie réduit, voire une capacité de tir en marche.

Notre véhicule de transport de troupe (VTT), le *M-113* et le

Piranha 8x8, sont des « taxis de combat » : ils transportent des troupes d'un point à un autre sur le champ de bataille afin qu'elles puissent mener un combat « débarqué. » Ce type d'engagement prend beaucoup de temps et risque de ralentir, même de stopper notre avance. Les véhicules de combat d'infanterie (VCI) modernes sont en réalité des chars légers, capables d'appuyer efficacement les grenadiers à pied, mais pouvant également mener un combat « embarqué. »

Les VCI sont aussi chers et sophistiqués que des chars de combat, mais leur blindage ne les protège pas contre les tirs directs. Une solution rentable et efficace consiste à former des bataillons « mixtes » : ainsi dans la *Bundeswehr*, les bataillons mécanisés comptent 3 compagnies de chars ou de VCI et une 4^e de réserve, montée sur VTT – moins exposée et destinée à la sûreté, aux opérations de nettoyage, à la consolidation ou à la défense de l'objectif.

Les contraintes de la mécanisation

L'entretien d'un engin chenillé implique des investissements en argent, en temps et en maintenance deux fois supérieurs à ceux d'un blindé à roues. En temps de paix, leur largeur et leur poids excluent une utilisation en dehors des grandes routes et de quelques places d'exercice aux dimensions restreintes.

Il est évident que des véhicules à roues ont des performances tous-terrains inférieures aux engins chenillés. Du fait de leur limite de poids, ils ne peuvent être aussi bien protégés que des chars.

Cependant, l'intensité et la mobilité sur le champ de bataille ont changé depuis la guerre froide. Les engagements se concentrent autour des agglomérations ou le long de grands axes de communication ; il y a de moins en moins de positions fixes pouvant offrir un objectif désigné pour une attaque blindée. L'utilisation de munitions guidées ou cargo diminue d'autant le nombre de cratères de combat et pose de nouvelles exigences en matière de discrétion, de dispersion, de temps de réaction et de vitesse de déplacement.

La mobilité de demain

Décentralisation des moyens de riposte

Il existe une taille optimale pour nos formations mécanisées. La nature du terrain ne permet guère à des unités de



...exige la mécanisation des organes de conduite, de protection, d'appui et de soutien.

plus de 100 blindés de manœuvrer librement en ordre de bataille: tout ralentissement ou toute désorganisation peut avoir des conséquences fatales. En retour, la décentralisation impose des moyens d'exploration et de conduite performants.

La mécanisation totale de quelques grandes unités est pratiquement impensable pour des raisons financières, de même que du point de vue de l'instruction ou des cycles de renouvellement du matériel. Il serait à la rigueur possible, à la manière de la France ou de la Suède, de concentrer nos moyens lourds dans deux ou trois unités professionnalisées, mais avec le risque que cette «Garde républicaine» devienne une cible prioritaire pour un agresseur.

Les échelons de soutien et d'appui sont vulnérables. Ils devront être capables de suivre les formations mécanisées, non pas par bonds successifs comme aujourd'hui, mais dans toute la mesure du possible «sur la lancée».

Enfin il faut résister à la tentation d'alourdir nos formations de riposte. Les unités mécanisées doivent rester homogènes: leur taille restreinte et leur haute mobilité sont garantes de leur flexibilité.

Et l'infanterie?

Les moyens actuels de l'infanterie ne lui permettent pas de mener un combat mobile. Les hélicoptères de transport et de combat sont une solution coûteuse, applicable pour des actions ponctuelles de petites formations spécialisées. En ou-



Le combat en zone bâtie est loin d'être une exception. Des bataillons à 2 compagnies de chars et 2 de grenadiers seraient-ils la solution?

tre il est peu vraisemblable, à l'avenir comme par le passé, que l'infanterie puisse coopérer pleinement avec les formations blindées, étant donné l'instruction et les besoins spécifiques de part et d'autre.

Cependant, une fois allégée et sa puissance de feu accrue, abandonnant ses concepts rigides et ses dispositifs préparés pour une conduite du combat plus flexible, plus agressive mais aussi plus difficile, équipée d'engins blindés et capable d'actions concertées avec les unités mécanisées, l'infanterie pourrait devenir un instrument de riposte flexible et efficace.

Beaucoup de nos concepts usuels sont liés aux spécificités de l'infanterie. Par exemple, «tenir» une position ne signifie pas la même chose pour un fusilier ou un chariste: le premier s'installe et s'enterme sur la po-

sition à défendre, alors que le second cherchera l'emplacement d'où il sera à même de «dominer» le secteur par le feu; par extension, ces notions sont valables aux échelons supérieurs: une unité mécanisée «maîtrise» avant tout le terrain qu'elle surveille, sur lequel elle peut intervenir rapidement et avec une force de frappe suffisante. Dans ce contexte, une ligne de front a-t-elle encore un sens? Est-elle encore réalisable ou souhaitable de nos jours?

L'augmentation des capacités de détection, de la puissance de feu et de la précision des armements rendent de moins en moins crédible une défense éparpillée et statique. Une telle défense implique des pertes élevées et un engagement de longue durée. Sans possibilité de reprendre l'initiative, elle exclut par conséquent tout espoir de victoire. Une telle con-

duite du combat est-elle compatible avec les réalités politiques, sociales, morales et humaines d'aujourd'hui ?

La défense statique de l'infanterie n'est plus de mise. Un adversaire plus mobile trouvera toujours l'occasion de contourner ou d'envelopper les « verrous » ou les points d'appui, d'autant plus qu'avec la diminution des effectifs, ils seront nécessairement de moins en moins nombreux, c'est-à-dire moins efficaces et plus vulnérables. Notre infanterie ne peut se retrancher indéfiniment sur les cols et dans quelques banlieues. Lui redonner une faculté offensive et dynamique exige une réflexion et une réorganisation en profondeur. Elle gagnerait en crédibilité.

Du bataillon de fusiliers à la brigade d'infanterie

Aujourd'hui, l'engagement des brigades blindées serait di-

rectement déclenché et coordonné à l'échelon du corps ou de l'armée. La mobilité, la puissance de feu et l'initiative des bataillons de combat leur permet d'être engagés pratiquement sur-le-champ, même sans une planification détaillée.

En revanche, ne disposant pas de systèmes de transfert de données en temps réel, l'organisation actuelle de l'infanterie (corps/division/régiment/bataillon) entraîne des pertes de temps considérables dans la transmission des renseignements, des missions, des préparatifs d'engagement, des appuis et du soutien. Une simplification de la chaîne de commandement est indispensable. Aujourd'hui, l'unité de commandement et d'engagement naturel est la brigade, les divisions étant, comme à l'étranger, des circonscriptions administratives, d'instruction, de coordination et de logistique.



Les « arrières » peuvent également être mécanisés : chars de DCA, véhicules de commandement, de transmissions ou de guerre électronique.

L'efficacité et la rentabilité d'états-majors « dégraissés » peut être augmentée par une mécanisation et une informatisation des moyens. Dans les véhicules de combat, des cartes digitales à GPS ou navigateur inertiel, où les emplacements des troupes amies/ennemies reconnues sont périodiquement actualisées, permettent une transmission des données harmonieuse, rapide et sûre.

L'infanterie doit gagner en mobilité et en flexibilité. Elle doit être capable de se déplacer et de mener un combat agressif dans les terrains favorables : les zones bâties et les passages obligés.

Une conception purement offensive est illusoire. Il s'agit de manœuvrer, de chercher l'ennemi pour ensuite l'obliger à attaquer nos positions défensives. Le combat retardateur exige une haute mobilité, un camouflage et des renseignements adéquats, afin de conserver l'initiative et l'effet de surprise. Il implique un grand nombre d'engagements brefs mais violents, puis le décrochage avant que les réserves ennemies ne puissent entrer en action pour renforcer leurs éléments isolés, contre-attaquer ou nous encercler. Chaque formation, depuis le groupe de fusiliers jusqu'à l'ensemble de plusieurs bataillons, doit pouvoir mener des embuscades.

Stopper un ennemi décidé est pratiquement impossible, car le comportement de l'adversaire ne peut être que partiellement prévu et influencé. Néanmoins une telle défense agressive par surprise et dans des terrains



Des engins spéciaux (ici le Büffel, sur châssis de Leopard-2) permettent le dépannage, le franchissement, la construction ou le déblaiement d'obstacles: sur eux repose en grande partie la mobilité des formations mécanisées.

difficiles est la meilleure solution contre un adversaire disposant de moyens plus nombreux et plus sophistiqués que les nôtres.

Conclusion

L'Armée XXI ne disposera pas d'effectifs illimités. Une défense statique dense et effi-

cace ne sera envisageable que sur une portion de terrain dérisoire. L'armée 95 a marqué un pas décisif vers une défense dynamique au niveau opératif; le prolongement logique est d'étendre cette réforme à l'échelon tactique.

L'utilisation du terrain, la maîtrise des passages-clés, le

camouflage et la dispersion de groupements de combat compacts et hautement mobiles, capables d'actions rapides et coordonnées, seront indispensables à l'avenir.

A.V.